

JEAN-LOUP IZAMBERT



TOME 1

L'ÉTAT FRANÇAIS COMPLICE DE GROUPES CRIMINELS

Par l'auteur de :

Le krach des 40 banques

Faut-il brûler l'ONU ?

Pourquoi la crise

ISEDITION



© 2015 – IS Edition
Marseille Innovation. 37 rue Guibal
13003 MARSEILLE
www.is-edition.com

ISBN (Livre) : 978-2-36845-086-4
ISBN (Ebooks) : 978-2-36845-087-1

Corrections : Marina Di Pauli
Responsable du Comité de lecture : Pascale Averty
Photo de l'auteur : © Photo May

Illustrations des manifestations en Syrie
publiées avec l'aimable autorisation de [l'Agence SANA](#), Syrie

Collection « Faits de société »
Directeur : Harald Bénoliel

Retrouvez toutes nos actualités sur les réseaux sociaux :

[Facebook.com/isedition](https://www.facebook.com/isedition)
[Twitter.com/is_edition](https://twitter.com/is_edition)
[Google.com/+is-edition](https://www.google.com/+is-edition)

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur, de ses ayants-droits, ou de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes de l'article L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

JEAN-LOUP IZAMBERT



TOME 1

**L'ÉTAT FRANÇAIS COMPLICE
DE GROUPES CRIMINELS**

ISEDITION

DU MÊME AUTEUR

Le krach des 40 banques

(Éd. Le Félin, 1998)

Le Crédit Agricole hors la loi ?

(Éd. Carnot, 2001. Traduit en russe : Éd. Ria-Novosti, 2002)

Crédit Lyonnais, la mascarade

(Éd. Carnot, 2003)

ONU, violations humaines

(Éd. Carnot, 2003. Trad. anglaise : Éd. Carnot USA Books, 2003)

Faut-il brûler l'ONU ?

(Éd. du Rocher, 2004)

Les Démons du Crédit Agricole

(Éd. L'Arganier, 2005)

Pourquoi la crise ?

(Éd. Amalthée, 2009)

Crimes sans châtement

(Éd. 20cœurs, 2013)

56 – Tome 2 : Mensonges et crimes d'État

(Ed. IS Edition, à paraître)

Aux journalistes syriens qui risquent leur vie chaque jour pour défendre la liberté d'information contre les groupes criminels soutenus par la présidence et le gouvernement français ;

À Sevra Baklaci, journaliste turque menacée de mort par des groupes de l'« opposition » anti-syrienne pour avoir dénoncé leurs crimes à la télévision syrienne ;

À Georges Ibrahim Abdallah, militant de la cause du peuple palestinien, injustement emprisonné par la France depuis le 24 octobre 1984. L'un des plus vieux prisonniers politiques au monde.

À la mémoire des trente-sept journalistes syriens assassinés par les groupes de l'« opposition » anti-syrienne (2011-2014) ;

Et de Françoise Kesteman, infirmière française engagée auprès du peuple palestinien, abattue le 23 septembre 1984 à Saïda (Liban) par l'armée israélienne.



CENSURÉ

Février 2011, ville de Deraa, en République arabe syrienne. Des groupes venus de l'étranger tirent sur les manifestants qui réclament pacifiquement une accélération des réformes en cours et sur les forces de l'ordre. Les premiers morts tombent, principalement des policiers et militaires. Les médias français diffusent de manière continue les seules images de civils tués et les seules déclarations de politiciens européens et étasuniens. Les Français ne sauront jamais rien ni des origines réelles de cette violence organisée et planifiée depuis l'étranger, ni de *la mobilisation des millions de Syriens* qui proclament « *Non à l'agression étrangère !* » et soutiennent le président Bachar al-Assad.

Les médias nationaux français ont fait le choix délibéré de ne présenter que la version officielle de la guerre : celle écrite par les dirigeants étasuniens et français. Nous verrons que certains d'entre eux n'hésiteront pas à falsifier la réalité des faits et des images à coups de montages, de fausses informations, de manipulations. Une véritable propagande de guerre est organisée par l'Élysée et Matignon.

Les photographies publiées dans « 56 » ne sont qu'une illustration de la gigantesque mobilisation du peuple syrien contre l'agression française.

Juin 2011. À Damas, à l'initiative de personnalités de la société syrienne, des millions de personnes se dirigent vers la place Al-Oumaouiyne (des Omeyyades) pour soutenir le président Bachar al-Assad. À Alep, au nord du pays, la foule se masse sur la place centrale de Saad Allah al-Jaberi, tandis qu'aux abords de la citadelle des dizaines de milliers de personnes déploient un

immense drapeau de la République arabe syrienne. À Homs, ville du centre de la Syrie, des dizaines de milliers de personnes s'emparent de la place principale. À Tartous, ville côtière, plusieurs centaines de milliers d'autres se dirigent vers la corniche pour proclamer leur appui aux réformes gouvernementales. À Al-Souayda'a, au sud du pays, plusieurs manifestations de dizaines de milliers d'habitants convergent vers la place du Sultan Pacha al-Atrache. À Daraa, des milliers de Daraaouis marchent vers la place d'Al-Barid en scandant leur appui au président Assad. À Hama, à la place Al-Assi, au centre de la ville ; à Al-Hassaké, des dizaines de milliers de citoyens se regroupent place du Palais de justice ; à Raaqa, ils sont également plusieurs cortèges de dizaines de milliers venus de tout le gouvernorat (Province) qui se rassemblent place du Président ; à Deir Ezzor, la grande place d'Ibrahim Hanano est noire de monde ; à Lattaquié des dizaines de milliers de citoyens se rassemblent au centre de la ville, conspuant la France et les États-Unis et soutenant le président Assad...

Dimanche 23 août 2015, de Damas Ayssar m'informe par téléphone que les groupes criminels continuent leurs massacres avec les armes livrées par quelques pays étrangers dont la France : *« Il pleut des missiles sur Damas, notamment sur la fac des sciences physiques où les étudiants passaient leurs examens de deuxième session... de nombreux morts et blessés... c'est le prix à payer pour exister aujourd'hui... D'autres journalistes aussi ont été blessés ou ont trouvé la mort... Thaer Ajlani... de Sham FM est tombé pour la Patrie en faisant un reportage au front de Jobar le mois dernier. Hier, Hussein Mourtada, journaliste de Al Alam, et un journaliste d'Al Akhbariya ont été blessés à Zabadani... Plusieurs archéologues et gardiens du patrimoine ont été assassinés à Palmyre... Parmi eux, Khaled al-Assaad, archéologue de quatre-vingt-deux ans, internationalement réputé et l'un des plus grands spécialistes du site de Palmyre, a été décapité par les criminels de l'« opposition ». Chaque jour apporte son lot de morts et de blessés mais le peuple continue à résister et à soutenir de plus en plus l'armée arabe syrienne et le Président, symbole de plus en plus fort de L'Unité Nationale et de la Résistance ».*

Ne cherchez pas dans les médias français les images montrant cette réalité de la Syrie mobilisée contre l'agression française.

Ne cherchez pas non plus les interventions de dirigeants, d'élus, de personnalités de tous horizons, de syndicalistes, d'intellectuels, de religieux, de citoyens s'organisant en Comités de défense populaire. Ne cherchez pas les voix des femmes et de la jeunesse syriennes, de ces citoyens anonymes soudés dans une magnifique résistance contre les hordes de barbares venues de l'étranger et soutenues par Paris.

Elles sont simplement censurées.

Ce livre contribue à rétablir la réalité des faits.

TABLE DES MATIÈRES

Du même auteur.....	4
Censuré.....	7
Avertissement.....	12
Avant-propos – Au cœur de l’État, ils protègent et arment des criminels.....	13
Chapitre 1 – « Confidentiel. À l’usage exclusif de la police et de l’autorité judiciaire ».....	24
<i>De François Mitterrand à François Hollande en passant par Nicolas Sarkozy, les relations de dirigeants français avec des groupes criminels n’ont cessé de se développer.</i>	
En savoir plus.....	50
Chapitre 2 – Frères musulmans: Des dirigeants néocolonialistes.....	63
<i>L’organisation criminelle des Frères musulmans soutenue par Paris est au cœur des conflits contre les pays arabes laïcs.</i>	
En savoir plus.....	83
Chapitre 3 – Les deux faces de l’« opposition » anti-syrienne	87
<i>La répartition des rôles au sein des organisations qualifiées d’« opposition » par les dirigeants français.</i>	
En savoir plus.....	99

Chapitre 4 – Une « opposition » façonnée par des tueurs....	102
<i>Les principaux dirigeants de l'« opposition » sont tous liés aux Frères et/ou aux milieux atlantistes et sionistes.</i>	
En savoir plus.....	158
Chapitre 5 – Les « modérés » du président Hollande.....	164
<i>Les activistes anti-syriens présentés comme « modérés » par les dirigeants français sont impliqués dans des activités délictuelles et criminelles. Portrait de famille.</i>	
En savoir plus.....	219
Chapitre 6 – D'Alger à Damas, le même plan de subversion.....	221
<i>La stratégie de destruction de l'État et de la société par les organisations des Frères musulmans.</i>	
En savoir plus.....	238
Chapitre 7 – L'Élysée arme la main de l'ennemi.....	239
<i>Chronologie du crime d'agression de la présidence et du gouvernement français contre la République arabe syrienne.</i>	
En savoir plus.....	305
Chapitre 8 – Président ou trafiquant ?.....	310
<i>François Hollande a décidé seul, avec l'état-major de l'Élysée, d'armer des organisations terroristes. Quid de la Constitution, du droit européen et international ?</i>	
En savoir plus.....	323
Documents.....	333
Documentation.....	352
Remerciements.....	360
À propos de l'auteur.....	362

AVERTISSEMENT

De nombreux faits rapportés dans ce livre sont issus de plusieurs enquêtes que j'ai menées sur une période d'une vingtaine d'années, de 1990 à 2014. Ceux-ci ont été vérifiés et sont soutenus par des documents inédits, publiés dans ce livre.

Ces enquêtes m'ont amené à collecter de nombreux documents attestant du soutien de dirigeants politiques et hauts fonctionnaires français à des individus ou organisations liés à des activités criminelles. Certains d'entre eux m'ont été transmis, parfois de manière anonyme, sans qu'il me soit possible de contrôler rigoureusement l'exactitude de leur contenu.

Aussi, seuls les documents dont le contenu a pu être vérifié sont présentés au lecteur.

Par ailleurs, la transcription de noms arabes, y compris de noms propres, en français, peut varier selon le traducteur ou l'origine – presse ou organisations arabes, anglo-saxonnes, russes ou francophones. J'ai respecté l'orthographe de ces mots tels qu'ils figurent dans les documents émis par les différentes sources. Le même nom pouvant être orthographié de manière différente, le lecteur voudra donc bien m'excuser de ces fluctuations qui peuvent choquer les arabisants, mais n'enlèvent rien à l'authenticité des faits rapportés.

Afin de faciliter la lecture, **les astérisques (*)** dans le texte renvoient aux rubriques « *En savoir plus* » situées en fin de chapitres. Celles-ci contiennent des informations précisant le texte.

Enfin, **Les doubles astérisques (**)** renvoient quant à eux à la rubrique « *Documents* » située à la fin des tomes 1 et 2.

AVANT-PROPOS

Au cœur de l'État, ils protègent et arment des criminels

Les faits et les preuves

« C'est incroyable ce que vous dites sur les relations entre des dirigeants français et ces groupes criminels. Vous devriez publier des preuves », me suggèrent de nombreuses personnes que je rencontre en 2013 lors de mes conférences sur les relations entre dirigeants français et membres d'organisations criminelles.

À l'occasion de l'une d'elles, donnée à l'Université de Genève avec l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme de l'ONU, une étudiante indienne m'interpelle :

- Que pouvons-nous faire contre cela ?
- Dénoncer, informer par tous les moyens, rendre public partout et agir, lui répondis-je.

Je laisse à chacun le soin d'imaginer et de choisir les formes d'action qu'il jugera les plus appropriées contre des régimes bellicistes et liberticides comme le Qatar, l'Arabie saoudite ou la Turquie.

À l'écoute des lecteurs et des auditeurs, j'estime nécessaire de répondre à leur attente en révélant et précisant ces liaisons dangereuses tant les dirigeants français persistent dans la guerre. En effet, au mois de décembre 2014, la France est le pays du

continent européen le plus en guerre, avec plus de 10 200 militaires engagés dans des opérations militaires extérieures¹ !

Le déclenchement, en 2011, de la guerre non déclarée contre la République arabe syrienne, État souverain, après celle menée contre la Libye dans des conditions similaires avec ses conséquences catastrophiques, oblige à enquêter : *qui* en sont *réellement* les instigateurs ? *Comment* cette guerre non déclarée s'est-elle préparée, ouverte et développée ? *Pourquoi* cette nouvelle agression contre la République arabe syrienne ?

Face au crime, les Français médiatiquement anesthésiés restent majoritairement silencieux, comme en 1940, les Syriens résistent et se défendent contre l'agression étrangère, comme en 1945 sous les bombes – déjà françaises –, et le droit international patauge dans le sang comme jamais². Sans la détermination de Damas, des partenaires de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS)³ et des États d'Amérique latine pour défendre la paix, le monde connaîtrait en 2015 un troisième conflit majeur à l'issue totalement imprévisible.

La France est en guerre, mais la plupart des français semblent l'ignorer.

1. Source : *État-major des armées françaises, Les militaires français en opération*, 9 février 2015.

2. Utilisation d'armes chimiques, enfants gazés, prisonniers éventrés, démembrés, décapités, crucifiés, abattus en chaîne ou enterrés vivants, etc.

3. Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS). Lire *Pourquoi la guerre ?* par Jean-Loup Izambert, Ed. IS Edition (sortie prévue en 2016).

Les élus du peuple ?

Le président français soutient politiquement et militairement des groupes criminels contre la République arabe syrienne, mais pas une voix ne clame au Parlement : « *Après de qui envoyez-vous des militaires ? À qui livrez-vous des armes et du matériel militaire sans l'accord du Parlement ? Qui financez-vous, et avec quels fonds ?* ».

Le président français recourt au mensonge d'État et à la manipulation médiatique en accusant sans preuve l'armée syrienne d'avoir utilisé des armes chimiques, mais pas un député ne se lève pour clouer au pilori ce qui s'avérera plus tard un odieux montage réalisé sous l'autorité de l'Élysée-Matignon.

Le président français passe outre la volonté populaire en décidant seul, tel un monarque absolu⁴ du XXI^e siècle, d'engager la France en guerre ? La grande majorité⁵ des Français s'y oppose et réclame un vote de leurs élus à l'Assemblée nationale. Mais ces derniers, loin de leurs électeurs et irrévocables, acceptent le fait du prince sans broncher. Aucun vote parlementaire, aucun

4. Après Louis XVI, dernier monarque absolu de droit divin et « lieutenant de Dieu sur terre », la Constitution de 1791 instaure une monarchie parlementaire qui maintient le principe de l'inviolabilité de la personne du roi (Chapitre II, section 1^{re}, article 2 : « La personne du roi est inviolable et sacrée »). Ce principe de l'inviolabilité du chef de l'exécutif perdurera jusqu'à nos jours. Par la loi du 23 février 2007, les articles 67 et 68 ajoutés à la Constitution organisent l'irresponsabilité politique et pénale quasi totale du Président de la République, tout particulièrement pour les actes de guerre.

5. Selon un sondage CSA diffusé le mardi 3 septembre 2013, 74 % des Français souhaitent un vote à l'Assemblée nationale avant toute intervention française militaire en Syrie. Plusieurs études d'opinion publiées à la fin du mois d'août 2013 montraient déjà que près de deux tiers des Français (64 %) étaient opposés à la participation de la France à une intervention. Partis de gauche comme de droite (Parti Communiste, Parti Socialiste, UMP) ont alors à peu près la même proportion globale de partisans du vote à l'Assemblée nationale : plus de 77 % !

référendum n'auront lieu pour une décision de cette importance, qui engage le pays et son avenir. Exit la démocratie !

« *Laissez-nous faire, Sire, protégez-nous beaucoup* »...

La France regarde, déboussolée, ses dirigeants la défaire. Injustice, chômage, précarité, pauvreté, endettement, corruption, guerres... L'essentiel se perd dans un marasme politico-médiatique où les évasions amoureuses clandestines du président de la République sont érigées en sujet national plus brûlant que le détournement de milliards d'euros de bénéfices par les dirigeants des entreprises transnationales : au niveau de la petite Europe du Traité de Maastricht, « *la fraude fiscale, l'évasion fiscale, l'évitement fiscal et la planification fiscale agressive engendrent chaque année, dans l'Union européenne – et pour cette seule région du monde –, une perte scandaleuse de recettes fiscales potentielles estimée à 1 000 milliards d'euros* », constate un rapport⁶ du Parlement européen. Détroussée de ses richesses par le grand patronat, la république s'anémie. Vampirisée au sein même de ses « Bastille économiques » par des groupes financiers anglo-saxons transnationaux, elle perd jusqu'à ses immortels principes révolutionnaires. Depuis le début des années quatre-vingt, la bourgeoisie au pouvoir a substitué « la défense des cultes » à la séparation de l'Église et de l'État, la « diversité des communautés » à la citoyenneté française, la « discrimination positive » à l'égalité républicaine, la prééminence de juges inamovibles (État de droit) aux législateurs élus (souveraineté populaire), la suprématie des traités, des directives et des accords transnationaux économique-financiers au libre-choix et la souveraineté politique du peuple français⁷, des « sans-papiers », main-d'œuvre bon marché de grandes entreprises, à

6. Source : Parlement européen, Commission des affaires économiques et monétaires, *Rapport sur la lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux*, 3 mai 2013 (2013/2060-INI)

l'universalisme républicain et, au bout du compte, le Directoire à la souveraineté populaire !

Alors que le pays s'enlise dans une crise profonde, dans la coulisse de l'Élysée et de Matignon, des dirigeants jouent les apprentis sorciers en pactisant avec des individus liés à des organisations criminelles. Ils couvrent, maquillent et entretiennent ces monstres comme des proxénètes leurs putains avant de les envoyer à l'ouvrage. Couverts par les plus hautes instances de l'État, ils sont les administrateurs du massacre de centaines de milliers de civils, de l'assassinat de dirigeants politiques et de la destruction de pays – Palestine, Afghanistan, Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie... – qu'ils planifient. La guerre achevée, le chaos une fois installé, *les voleurs de la République*⁸ du CAC 40 se précipitent en bande pour relever les compteurs. « *Qui était parmi les tous premiers Français à venir début mars à Benghazi encourager les insurgés libyens ? Un représentant de Total ! (...) Avec l'entrée des insurgés à Tripoli, l'action du groupe Total a bondi de plus de 4 % dès le lundi* »⁹, informe *L'Humanité* au lendemain de neuf mois de guerre contre la Libye. « *Après s'être engagée militairement en Libye, la France attend un retour économique. Près de 400 chefs d'entreprises français ont participé mardi, au Medef, à une*

7. Le 4 février 2008, le parlement français réuni en Congrès à Versailles votait le projet de loi modifiant le titre XV de la Constitution française. Trois jours plus tard, le 7 février, l'Assemblée nationale ratifiait le traité de Lisbonne. Sa publication au Journal Officiel le 14 février entérinait l'adhésion de la France au nouveau traité européen. Cet accord fut rejeté par référendum en France le 29 mai 2005 (55 %) et aux Pays-Bas le 1^{er} juin 2005 (61 %). Aucun référendum ne fut soumis au peuple français pour modifier sa Constitution. Il en sera de même pour plusieurs modifications de la Constitution. Depuis 1992, une vingtaine de textes modifiant la Constitution française ont été adoptés par le seul vote des parlementaires, sans référendum.

8. Lire *Les voleurs de la République*, par Nicolas Dupont-Aignan, Éd. Fayard.

9. *Total, le grand gagnant de la guerre en Libye*, *L'Humanité*, 24 août 2011.

*réunion d'information sur la Libye. But annoncé : mieux appréhender les perspectives d'investissement et participer à la **reconstruction libyenne**. Étaient présents à cette réunion plusieurs directeurs des groupes du CAC 40, comme Alcatel, Alstom, Peugeot, Total, Bouygues ou Vinci, ainsi que des patrons des PME »¹⁰ précise Europe 1 deux semaines plus tard, sans doute à l'attention de ceux qui douteraient des véritables raisons de cette guerre. Sur la Syrie « le Qatar s'acharne à s'offrir **un couloir de passage terrestre** pour exporter son gaz vers l'Europe (...) Tel est le projet béni et voulu par les dirigeants US (...), dont le Qatar a pris la décision de creuser le trajet de son gazoduc par la force des pires violences terroristes, dévastatrices et destructrices », dénonce Afrique Asie¹¹.*

Depuis une trentaine d'années, ces liaisons dangereuses accompagnent les objectifs de dirigeants de sociétés transnationales. « *Laissez-nous faire, Sire, protégez-nous beaucoup* » écrivait déjà, en 1784, Guillaume Lesage, un gros manufacturier en coton de Bourges, s'adressant à l'intendant Michaud de Montarant, du Bureau du Commerce sous Louis XVI. Aujourd'hui, ce que les tenants du pouvoir politique français nomment « *la protection des populations civiles* » ou « *les intérêts français* » apparaissent sous leur vrai jour : un costard pour faire propre destiné à protéger ceux, très privés et très opaques, des hyper-riches « manufacturiers » contemporains que sont les gros actionnaires des sociétés transnationales occidentales.

56 dirigeants impliqués

Impensable dites-vous, n'imaginant pas que des dirigeants élus aux plus hauts postes de responsabilité de la République puissent agir de la sorte ? Réaction normale : « *La notion de criminalité des élites dérange. Elle fait l'objet d'un déni et d'un aveuglement*

10. *La Libye, eldorado des entreprises françaises ?*, Europe 1 et Xavier Yvon avec AFP, 6 septembre 2011, 22 h 02.

11. *La Syrie dans le chaudron des projets gaziers géants*, par Fahd Andraos Saad, Afrique-Asie, 23 juillet 2013.

permanents. Ce déni est grave. Car, pendant la période où il y a refoulement, celle-ci a le temps de s'enraciner»¹² rappelle Jean-François Gayraud¹³, commissaire divisionnaire et criminologue. Ce professionnel du renseignement connaît son sujet pour avoir travaillé plusieurs années au sein de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

Dans cette affaire d'État, il ne s'agit pas de l'égarement de quelques politiciens et de hauts fonctionnaires qui auraient momentanément confondu les allées de la République avec les égouts de la criminalité politique au gré d'intérêts privés. Non. À la tête de l'État, de François Mitterrand à François Hollande, 56 ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense et hauts-fonctionnaires sont impliqués, de manière active ou passive, dans *la protection et/ou le soutien continu* à des individus liés à des groupes criminels.

D'autres le sont également mais n'avaient, ou n'ont pas, un pouvoir politique décisionnel leur permettant d'engager ou de s'opposer – sauf à démissionner de leurs fonctions – à ces actions. Ces faits attribuables à l'État français constituent des violations répétées de ses obligations internationales, sont internationalement illicites et engagent sa responsabilité internationale¹⁴.

12. Jean-François Gayraud : « *Il faut remettre au centre la question de la délinquance des élites* », entretien réalisé par Mehdi Fikri, L'Humanité, 16 juillet 2013.

13. Jean-François Gayraud est auteur de plusieurs ouvrages de recherches et de réflexions sur l'évolution du crime contemporain dans son environnement politique, économique et financier. Parmi ceux-ci, citons *Le nouveau capitalisme criminel*, *La grande fraude* et *Le monde des mafias* aux Éd. Odile Jacob.

14. ONU, Commission du droit international, *Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite*.

Tome 1 :

L'État français complice de groupes criminels

Bien avant l'agression contre la République arabe syrienne, depuis les années 80, les relations de dirigeants et hauts fonctionnaires français avec des individus membres ou proches de groupes criminels n'ont cessé de se développer. Plusieurs d'entre eux, recherchés par Interpol, sont protégés des recherches de l'Organisation internationale de la police criminelle – OIPC-Interpol – par des ministres socialistes. (Chapitre 1)

À cette même époque, le président François Mitterrand ordonne à la DGSE de s'engager, tout particulièrement à partir de 1982, dans la première guerre d'Afghanistan (1979-1989) auprès de la CIA, des services secrets anglais, pakistanais et saoudiens. La confrérie religieuse des Frères musulmans recrute alors, depuis son centre pakistanais, des milliers de combattants dans la misère des pays arabes. La DGSE arme et entraîne, y compris en France¹⁵, certains de ces groupes, avec l'objectif de renverser le régime progressiste de Kaboul soutenu par l'Union soviétique. Le départ des troupes soviétiques entre mai 1988 et février 1989 laisse la guerre civile s'installer à laquelle va s'en ajouter encore une autre menée par l'OTAN. Celle-ci dure toujours trente ans plus tard avec pour conséquences la fuite de millions d'Afghans de leur pays, près de cent mille morts, une corruption insolente qui côtoie la misère d'un pays en ruines.

Depuis cette guerre, des organisations de la mouvance de la confrérie religieuse des Frères musulmans sont devenues les

15. Lire *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan : 1979-2011*, par Jean-Christophe Notin, Éd. Fayard. Dès cette époque, la DGSE va former au Pakistan, mais également en France, des groupes de mercenaires des « seigneurs de la guerre ». Exfiltrés d'Afghanistan par le Pakistan jusqu'à Paris, ces groupes seront notamment entraînés à la guérilla dans les camps de Cercottes, de Caylus et de la Braconne.

collaboratrices privilégiées de dirigeants français. Elles sont au cœur des conflits ouverts contre les pays arabes laïcs – mais aussi contre la République fédérative socialiste de Yougoslavie à la fin des années quatre-vingt –, qui possèdent des richesses ou présentent un intérêt stratégique pour les puissances occidentales. Depuis sa création en 1928, l'histoire de la confrérie des Frères musulmans est marquée du recours systématique à la terreur. **(chapitre 2)**

Mais, faire la guerre avec des porteurs de soutanes qui ne connaissent que leur catéchisme, le maniement des explosifs et dont les ouailles gavées de misère savent à peine écrire leur nom n'est pas chose aisée. Aussi, les politiciens français vont-ils s'efforcer de composer une « opposition » présentable à l'opinion publique occidentale. Une répartition des rôles va ainsi s'opérer entre exilés syriens en mal d'existence, petits comploteurs arrivistes, trafiquants et criminels chevronnés au sein de cette internationale du crime. **(Chapitre 3)**

Ces forces sont-elles démocratiques, comme l'affirment les dirigeants français qui décrètent le Conseil national syrien (CNS), sous haute influence des Frères musulmans, « *seul représentant légitime du peuple syrien* » ? Jugez plutôt : depuis les années soixante-dix, les Frères musulmans n'ont eu de cesse de mener des attentats et coups d'État contre la république laïque syrienne. C'est cette même confrérie religieuse, creuset du crime organisé, qui va fournir les principaux dirigeants de l'« opposition » aux côtés de ceux liés aux milieux atlantistes. **(Chapitre 4)**

Présentés comme « modérés » par les dirigeants français, les activistes anti-syriens sont, pour nombre d'entre eux, impliqués dans des activités délictueuses et criminelles. Il était nécessaire d'instruire le lecteur, par un portrait de famille assez suggestif, de

« *l'esprit démocratique* » auquel, selon le président Hollande, « *participent ces rebelles* »¹⁶. (**Chapitre 5**)

« Démocratiques » les « rebelles » de François Hollande ? D'Alger à Damas, les branches de la confrérie mettent en œuvre le même plan de subversion, de destruction de l'État laïc et de la société. Abdallah Amami, écrivain et spécialiste tunisien des organisations terroristes du monde arabe, en dresse les principales étapes ; Mezri Haddad, ancien diplomate tunisien à l'UNESCO et écrivain, y ajoute le vécu de son déclenchement en Tunisie ; Ammar Bagdash, dirigeant du Parti communiste syrien, relate son application sur la Syrie ; le colonel Alain Corvez décrit la tactique employée par les Frères ; l'intellectuelle et écrivaine Nadia Khost rappelle à ceux qui écrivent l'histoire à leur manière, du fond de leurs bureaux : « *Nous qui vivons en Syrie, nous connaissons la vérité [...]. Des rapports officiels témoignent de rencontres entre les services secrets français et britanniques avec les combattants libyens issus d'Al-Qaïda* » (**Chapitre 6**).

Car, une nouvelle fois, les dirigeants français ont pris la lourde responsabilité de faire équiper, entraîner et armer les auteurs de ce plan démoniaque. Et s'il s'ouvre toujours par la mise en scène de « martyrs », innocentes victimes de leurs groupes armés, c'est pour mieux permettre aux Frères de se poser en « démocrates » auprès de leurs maîtres occidentaux et de les appeler à la rescousse. Faute de soutien populaire dans les pays arabes, les Frères comptent sur la naïveté et les armes occidentales pour parvenir à leurs fins. Plusieurs interventions de professionnels du renseignement et enquêtes de journalistes confirment ces faits. (**Chapitre 7**)

Autre question dont on ne peut faire l'économie tant le drame est profond : le président François Hollande peut-il prendre seul la décision d'armer ces bandes criminelles sans devenir coupable

16. Selon les termes du discours du président François Hollande lors de son point presse à l'aéroport de Pierrefonds, La Réunion 21 août 2014. Source : Service d'information du Palais de l'Élysée.

d'un important trafic d'armes, opéré en dehors de toute légalité internationale ? (Chapitre 8)

Double jeu

Il m'a fallu m'arrêter à l'essentiel tant les mécanismes de l'appareil d'État qui entrent en jeu dans ces protections et ces soutiens sont parfois complexes. Les responsables politiques de premier plan, connus du grand public pour leurs déclarations médiatiques sur « *la protection des populations civiles* », la « *lutte contre le terrorisme* » sont une cible privilégiée. La confrontation de leurs discours – connus – et de leurs actes – beaucoup moins connus – tombent leur masque. Avec leurs intrigues et leurs petits secrets, planqués à l'abri des discours médiatiques policés.

Confidentiels, « *à l'usage exclusif de la police et de l'autorité judiciaire* », classés et archivés à l'abri de la lumière de la vérité, plusieurs documents attestant de leurs complicités avec des hommes liés à des groupes criminels sont rendus publics dans les tomes 1 et 2 de « 56 ». Des entretiens, des confidences, des interventions d'universitaires, de chercheurs, d'agents de services de renseignement, d'anciens militaires et policiers, de membres du corps diplomatique, de journalistes d'investigation, de personnalités syriennes et franco-syriennes, d'élus, d'avocats témoignent de ce qui se trame dans l'ombre de l'Élysée-Matignon. Chaque pièce de ce puzzle s'emboîte au fil de l'enquête journalistique, jusqu'à figer la sinistre réalité du double jeu de politiciens français. Ils alimentent les guerres sous couvert de principes moraux et d'objectifs aux apparences nobles.

Voici comment, preuves à l'appui, au travers de la guerre française contre la république laïque syrienne, les dirigeants français soutiennent des criminels qui recourent à la terreur de manière systématique et planifiée.

FIN DE L'EXTRAIT

Il vous reste 94 % du livre à lire sur la version complète.